



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012

SOMMAIRE

I.	Rapport d'activité du premier semestre 2012	Page 4
II.	Comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos au 30 juin 2012	Page 17
III.	Attestation du responsable du rapport financier semestriel	Page 29
IV.	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012	Page 31



I.
RAPPORT D'ACTIVITE
DU PREMIER SEMESTRE 2012



RAPPORT D'ACTIVITE PREMIER SEMESTRE 2012

L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DU GROUPE ET SON MARCHE SUR LA PERIODE

Après une période de stabilité au premier trimestre, l'activité dans la **zone euro** a reculé au deuxième trimestre 2012 (PIB : -0,2%). Les tensions sur les dettes souveraines, la dégradation du marché du travail et les mesures de consolidation budgétaire ont contribué à une contraction de la croissance. L'Espagne, le Portugal et l'Italie ont été particulièrement affectés par la crise économique.

La progression de l'inflation a ralenti dans la zone euro pour se stabiliser à 2,4% à fin juin. Le prix des matières premières alimentaires s'est stabilisé, avant de reprendre une tendance haussière à partir du mois de juillet.

La confiance des ménages a faibli. Le volume des ventes dans le commerce de détail alimentaire, cible des métiers opérés par STEF, est inférieur au 1^{er} semestre 2011 : -2,1% en Italie, -2,3% en Espagne, -4,3 % au Portugal.

ANALYSE PAR PAYS

France : la croissance du PIB a été nulle au premier semestre et le chômage est en lente progression.

Les prix du carburant et de l'énergie ont continué de se renchérir. Le prix du carburant s'est apprécié en moyenne de 5,6% au 1^{er} semestre 2012, vs le 1^{er} semestre 2011. Les prix de l'électricité ont progressé de +3,8%.

Les dépenses de consommation des ménages en produits alimentaires ont fléchi à partir de mars (-0,8% au premier semestre, source Eurostat).

En cumul, les ventes en volume du premier semestre 2012 en Grande et Moyenne Surface (GMS), se situent à des niveaux équivalents à 2011 pour la typologie des produits traités par le groupe : +1,1% pour la crèmerie et les produits frais libre-service et -0,8% pour les produits surgelés (source : Symphony IRI).

Espagne : l'économie est entrée en récession. Le pays détient le plus fort taux de chômage de la zone euro : 24,6% de la population active à fin juin. Cette situation impacte significativement le pouvoir d'achat et la consommation des ménages.

Portugal : le pays est en récession depuis 2010. La croissance est nulle au premier semestre. La hausse du chômage se poursuit et la consommation en produits alimentaires des ménages enregistre la plus forte baisse des pays sur lesquels opère STEF.

Italie : la récession se confirme. : -0,8% au premier trimestre et -0,7% au second trimestre.

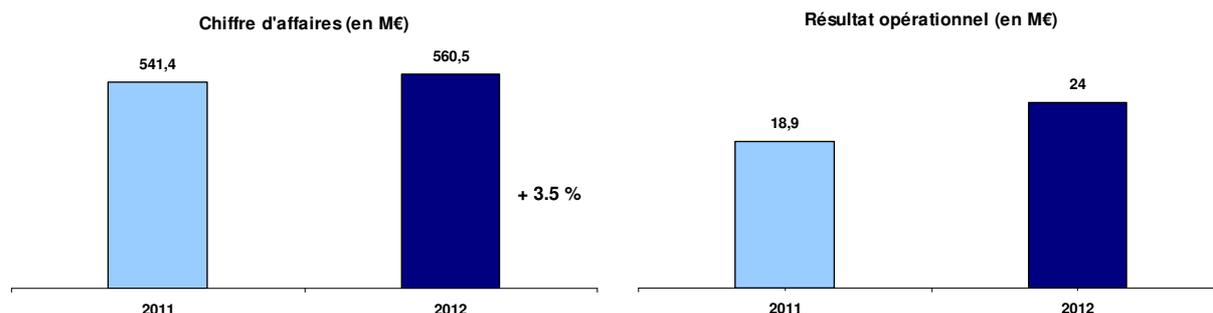
La **Belgique et les Pays-Bas** se positionnent au-dessus de la moyenne de la zone euro avec une croissance économique, respectivement de +0,2% et de +0,3% au premier semestre, mais la Belgique semble connaître un fléchissement de sa croissance au second trimestre.

En **Suisse**, l'économie résiste bien à la crise. Au premier trimestre 2012, le PIB a progressé de 0,7% et la consommation privée s'est redressée de 0,6%, selon le Secrétariat d'Etat à l'Economie.

ACTIVITE DES QUATRE SECTEURS OPERATIONNELS

Le chiffre d'affaires du groupe a connu une croissance soutenue au premier semestre 2012 : 12,6 % (+7,9% à périmètre comparable) pour s'établir à 1.213 M€. Les activités transport et logistique ont bénéficié de l'apport de l'activité des sociétés acquises en 2011 et du démarrage de nouveaux dossiers.

Transport France



Le chiffre d'affaire du pôle Transport France s'établit à 560,5 M€, en progression de 3,5% par rapport au premier semestre 2011, en dépit de conditions climatiques défavorables au second trimestre.

Des reclassements d'activité ont été réalisés au sein de l'organisation transport du groupe. La société STEF Seafood Italia (ex-Tradimar Milan) est désormais positionnée au sein des Activités Européennes et non plus dans l'activité Transport France.

A périmètre identique, l'évolution de l'activité Transport France est de + 4,6% au premier semestre 2012.

L'évolution du chiffre d'affaires résulte d'une politique ciblée et rentable (effet volume, effet prix et impact de la massification).

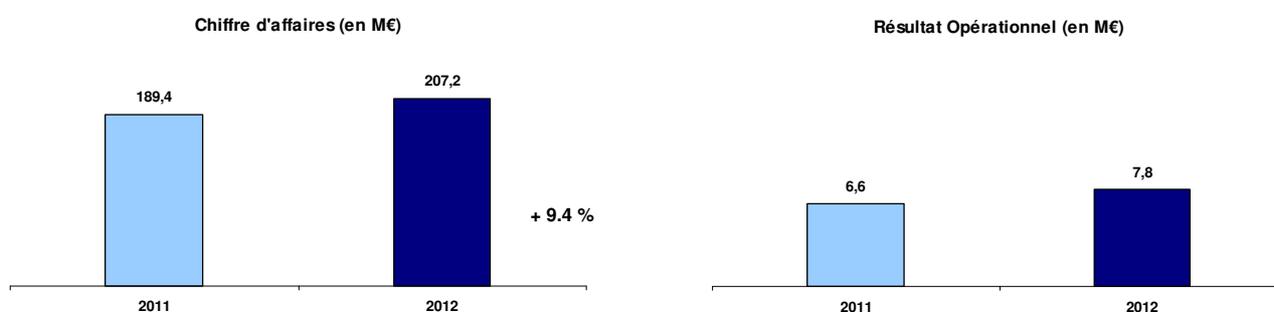
La hausse du prix du carburant a également contribué à la hausse du chiffre d'affaires.

Les indicateurs de qualité du réseau de transport sont en amélioration, portés par la dynamique d'amélioration continue initiée depuis deux ans :

- La ponctualité interne au réseau progresse de plus de 25%, permettant un meilleur ordonnancement des opérations de transit,
- Le taux de non qualité (litiges et emballages) se maintient à un niveau historiquement faible, en réduction de 4% sur le semestre,
- Les engagements de réduction des émissions de CO², pris dans le cadre de la charte ADEME, ont été dépassés pour la période 2010-2012 (réduction des émissions de CO² de plus de 11 % à la tonne / km).

Le résultat opérationnel du réseau Transport France progresse très sensiblement et représente 4,3 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2012.

Logistique France



Le pôle Logistique France affiche une croissance de chiffre d'affaires de 9,4%, tirée par l'effet volume des contrats gagnés en 2011 et par la bonne performance commerciale des activités frais.

Le résultat opérationnel intègre des produits de cession d'actifs immobiliers pour 2,5 M€. Retraité de ces éléments, il est inférieur à celui de 2011, en raison d'un début d'année affecté par l'atonie des volumes dans les activités du Surgelé et de la GMS, mais aussi, par les coûts de démarrage de nouveaux dossiers et le renchérissement de certains coûts de production (masse salariale, énergie).

L'activité Surgelé a été impactée par des conditions climatiques défavorables au second trimestre, générant des taux de rotation des volumes très faibles, notamment dans les crèmes glacées. En conséquence, le coefficient de remplissage des entrepôts s'est amélioré (86,1 % vs. 84,5 % en 2011).

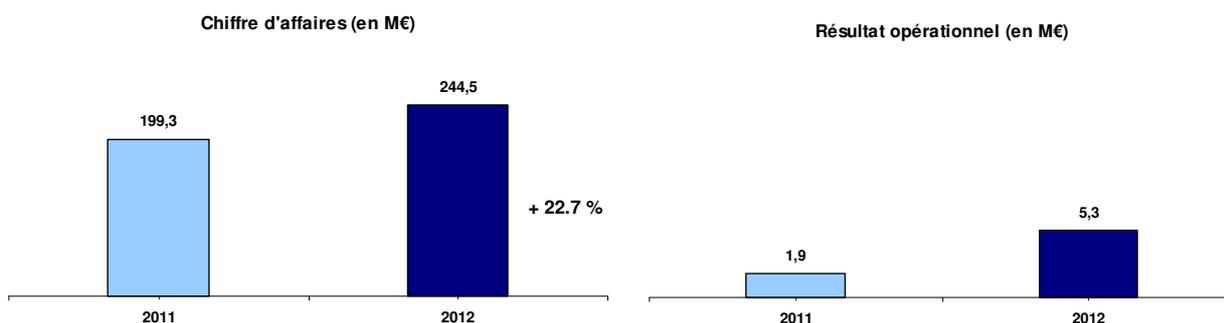
La dérive des coûts de main d'œuvre et de l'énergie et une surcapacité de volumes dans certaines régions, continuent de peser sur les prix et les marges. Les coûts de démarrage du nouveau site Eurocentre à Toulouse et la fermeture du site de Colomiers (31), le lancement de deux importants chantiers de rénovation à Vitry et à Marseille ont également provisoirement impacté le chiffre d'affaires et les résultats.

Le segment « Organisation Transport » a bénéficié du succès du modèle des « centres de consolidation », exploités pour le compte d'une grande enseigne de la distribution et du démarrage de dossiers pour le compte d'industriels de l'agroalimentaire.

L'activité GMS a réussi la mise en performance des dossiers acquis au second semestre 2011, mais sa rentabilité a été pénalisée par des volumes plus faibles qu'escomptés sur les dossiers traditionnels.

L'activité Frais et Restauration a maintenu sa dynamique commerciale, avec comme corolaire un dispositif immobilier proche de la saturation, nécessitant des transferts de dossiers sur des sites d'exploitation « de transition », générateurs de coûts additionnels.

Activités Européennes



La forte progression du chiffre d'affaires des Activités Européennes (+22,7%) résulte, en grande partie, de l'impact des opérations réalisées en 2011 avec l'acquisition de STEF Logistics Italia (société dédiée à la logistique des produits frais) et la prise de contrôle de Logirest (société dédiée à la restauration hors foyer en Espagne) et en 2012, avec l'acquisition d'Euromerk (filiale spécialisée dans l'entreposage surgelé) en Espagne.

A périmètre comparable, la croissance du chiffre d'affaires (+4,6%) est plus que satisfaisante dans des pays (Italie, Espagne, Portugal) touchés par des plans de rigueur qui impactent la consommation alimentaire et par conséquent, les activités du groupe.

Le résultat opérationnel des Activités Européennes progresse fortement, porté par la nette amélioration du résultat en Italie et les performances de STEF Suisse et de STEF Eurofrischfracht (filiale spécialisée dans le traitement des flux européens au départ de l'Allemagne).

En Italie, l'amélioration est due à trois facteurs principaux :

- les gains de productivité et d'optimisation de la sous-traitance dans l'activité de transport en réseau (ex. Cavalieri),
- la confirmation de la contribution positive des activités logistiques apportées par Stef Logistics Italia (ex. Dispensa) avec, notamment des synergies sur les capacités de stockage et de transport,
- la progression de Stef International Italia (ex TFE DA), bien positionnée sur les flux de groupage européen.

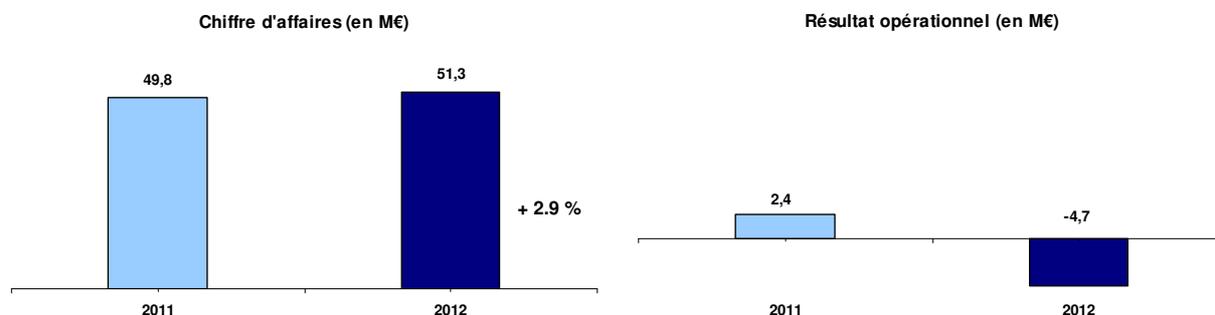
En Espagne, le chiffre d'affaires continue de progresser, grâce à la mise en œuvre de centres de pilotage de flux pour des grands comptes européens à Madrid et à Barcelone et au développement de l'activité dans la région de Valence (synergies immédiates avec Euromerk). Des coûts exceptionnels de réorganisation dans la région de Bilbao et de mise en performance de l'activité de logistique de restauration Logirest ont néanmoins pesé sur le résultat. Les perspectives de fin d'année sont bien orientées, malgré des tensions économiques persistantes.

Au Portugal, l'érosion des volumes confiés par les clients historiques a été compensée par l'acquisition, en mai 2012, d'un fonds de commerce de logistique pour la restauration qui permettra de saturer les deux sites de Lisbonne. Le résultat du semestre est impacté par les coûts de démarrage de cette activité, mais aussi par la conjoncture environnante.

Au Benelux, le chiffre d'affaires est tiré par le développement de l'activité de groupage européen. Le site logistique de Saintes, précédemment dédié à la restauration, est en phase de reconversion et sera principalement dédié à la logistique des produits frais. Le gain de nouveaux dossiers devrait permettre un retour à l'équilibre.

En Suisse, le résultat opérationnel de STEF Suisse est en forte progression (+ 32,3%), grâce à l'amélioration de l'activité transport et à l'excellent taux de remplissage des entrepôts.

Maritime



Le trafic maritime entre le continent français et la Corse est en léger repli : activité passagers (-1%), activité fret (-0,7%).

Le port de Marseille, dont l'activité a été obérée, en 2011, par un conflit social chez un opérateur historique des liaisons avec la Corse, voit ses parts de marché 2012 progresser de plus de 5 points, par rapport à ses concurrents et ce, malgré une offre renforcée au départ de Toulon.

Dans ce contexte et avec six traversées de moins à 473 unités à fin juin, la Méridionale enregistre des performances commerciales satisfaisantes.

A fin juin, l'activité passagers est en hausse de +5,1% (Corse et Sardaigne) et de +5,8% pour la Corse seulement. Cette performance résulte d'un positionnement différencié de La Méridionale, associé à une campagne de communication dynamique et d'une offre navale renouvelée et renforcée.

La mise en service du Piana sur la ligne de Bastia, en remplacement du Kalliste en début d'année et le remplacement du Scandola par le Kalliste sur la ligne de Propriano, ont permis d'améliorer le niveau de qualité perçue par les clients et la capacité offerte au marché, notamment en période haute.

L'activité fret est en recul de 6,6%, étant précisé que l'activité fret était exceptionnellement élevée en 2011, du fait d'un conflit social chez un opérateur. L'activité roulier sur les lignes de service public est conforme aux prévisions et représente 35,73% de parts de marché.

Le résultat opérationnel est négatif (- 4,7 M€). Il s'explique par l'effet de saisonnalité, la charge en capital du nouveau navire Piana, les coûts d'immobilisation et de remise en l'état du Scandola et le retard pris dans son affrètement, du fait d'un marché maritime mondial morose. Le coût du Scandola devrait baisser fortement au second semestre, un contrat d'affrètement ayant été signé avec prise d'effet début août.

Les perspectives pour la haute saison sont encourageantes. L'activité passagers a enregistré des niveaux de réservation pour le mois d'août, jamais atteints par le passé.

Enfin, dans une décision du 13 juillet 2012, le Conseil d'Etat a annulé la décision de la Cour administrative d'appel de Marseille qui avait enjoint la Collectivité territoriale de Corse de résilier par anticipation la délégation de service public pour la desserte maritime de la Corse. La délégation actuelle sera donc conduite à son terme, fin 2013.

ACTIVITE DES PÔLES D'EXPERTISE DU GROUPE

Systemes d'information

STEF Information et Technologies édite des logiciels, intègre et maintient les systèmes d'information du groupe. Au premier semestre 2012, le pôle « Systemes d'Information » a poursuivi ses actions d'harmonisation, d'intégration et de déploiement des outils métiers sur les sites du groupe en Europe.

Sécurisation des infrastructures matérielles : l'Italie, l'Espagne et la Belgique ont doublé le secours de leurs télécommunications, grâce à des liaisons radio. Les infrastructures serveurs ont été centralisées et dédoublées sur le territoire italien.

Support à l'efficacité des métiers du groupe : l'outil d'informatique embarquée, «m-track», permettant une traçabilité des livraisons en temps réel, a été mis en place en France. La gestion des annonces de transport permet désormais une préparation optimisée des commandes clients. La nouvelle version standardisée du logiciel de gestion d'entrepôt WMS a été déployée et le paramétrage pour les sites opérant des flux mixtes réalisée. La solution de gestion commerciale et logistique Agrorest, dédiée à la restauration collective, a été déployée auprès des enseignes clientes en France, en Belgique et en Espagne.

Encadrement de la relation client : la sécurisation des conditions tarifaires, la gestion du chiffre d'affaires en management contractuel, le suivi informatisé de la force de vente et un système unique d'identification des palettes (SSCC) ont été mis en œuvre.

Productivité administrative : la dématérialisation fiscale des factures de plusieurs enseignes de restauration collective a été mise en œuvre. Le déploiement des projets destinés à l'amélioration de la gestion des achats et à l'optimisation de la maintenance du patrimoine immobilier s'est poursuivi. Un système de communication bancaire, conforme à la norme SEPA et, en Italie, des outils de gestion comptable et financière harmonisés ont été déployés.

Enfin, le programme d'unification du Référentiel des données du groupe s'est poursuivi avec la synchronisation des structures, ce qui a permis, notamment, une mise en conformité rapide du Système d'Information, suite au changement de marque du Groupe en janvier 2012.

Immobilier

Les investissements immobiliers de développement se sont poursuivis au premier semestre 2012. Trois nouveaux sites ont ainsi été livrés à leurs utilisateurs :

Pour STEF Transport France :

- Fauverney (surface de 7.200 m² avec 32.700 m³ sous froid positif et négatif),
- Limoges (surface de 3.000 m² avec 12.000 m³ sous froid positif et négatif).

Pour STEF Logistique France :

- L'entrepôt surgelé à Toulouse – Eurocentre (surface de 7.600 m² avec 76.600 m³ sous froid négatif),

Dans le même temps, plusieurs chantiers ont été lancés :

- Marseille Canet : démolition et la reconstruction d'une partie du site logistique Surgelé de (surface de 3.400 m²),
- Bègles – Bordeaux : construction d'un bâtiment répondant aux critères de Qualité Environnementale, destiné à accueillir les bureaux de la direction régionale (1.000 m²) en prolongement du site Transport.
- Vitry sur Seine : démolition, suivie de la reconstruction d'une partie du site logistique Surgelé, avec réalisation de chambres en froid négatif dont une de grande hauteur équipée de transtockeurs (114.000 m³). Cette restructuration, d'une durée de deux ans, permettra d'augmenter la capacité de stockage et de préparation de commandes de ce site situé aux portes de Paris et destiné à la logistique urbaine.
- Valence (Espagne) : la réhabilitation du site Euromerk, récemment acquis, comportant un volume sous froid négatif de près de 75.000 m³.

Par ailleurs, STEF a poursuivi son programme de valorisation de son patrimoine immobilier, avec la cession de sites en fin d'exploitation, dont le site de Lesquin (59), l'ancien entrepôt de Chalon sur Saône (71) et le site de Colomiers (31).

LES EFFECTIFS

Au 30 juin 2012, par rapport à 2011, les effectifs du Groupe (CDI et CDD) ont évolué de la façon suivante :

	30/06/2011	31/12/2011	30/06/2012
STEF Transport	7 610	7 530	7 597
STEF Logistique (France)	2 951	3 215	3 228
Activités Européennes	2 269	2 350	2 631
Maritime (La Méridionale, STIM , Sata Minfos)	460	475	501
Autres activités et fonctions centrales	531	545	547
TOTAL Groupe	13 821	14 115	14 504

	30/06/2011	31/12/2011	30/06/2012
Effectifs France	11 553	11 774	11 909
Effectifs Hors France	2 268	2 341	2 595
dont Espagne	1 183	1 225	1 310
dont Portugal	333	303	426
dont Italie	361	425	474
dont Belgique	275	278	282
dont Royaume-Uni	45	41	37
dont Suisse	71	69	66
TOTAL Groupe	13 821	14 115	14 504

Les effectifs du groupe (CDD+CDI) s'élèvent à 14.504, en augmentation de 2,76 % par rapport à décembre 2011 (+ 389 personnes).

Cette progression résulte du renforcement des équipes en raison du développement des activités mais aussi de l'évolution du périmètre, notamment, STEF Portugal a repris près de 130 personnes dans le cadre de l'acquisition d'une activité de logistique de la restauration.

LES COMPTES CONSOLIDÉS

Evolution du périmètre

Le groupe a acquis, via sa filiale STEF Iberia, une société d'entreposage surgelé en Espagne, dans la région de Valence, Euromerk. Celle-ci possède un entrepôt de 75.000m³.

Après une première participation de 11%, STEF a acquis, via sa filiale STEF Logistique, une participation complémentaire de 22,91% dans la société GEFA (société d'entrepôts frigorifiques), portant ainsi sa participation à 34%. GEFA exerce une activité d'entreposage frigorifique à partir de deux entrepôts situés à Clermont Ferrand, pour un chiffre d'affaires de 2,7 M€ en 2011.

STEF Portugal Logistica e Transportes a acquis le fonds de commerce d'un opérateur logisticien de la restauration dans la région de Lisbonne. L'activité, qui se décompose en prestations logistiques (42%) et transport (58%), est réalisée par près de 130 salariés pour le compte de deux clients leaders de la restauration hors foyer.

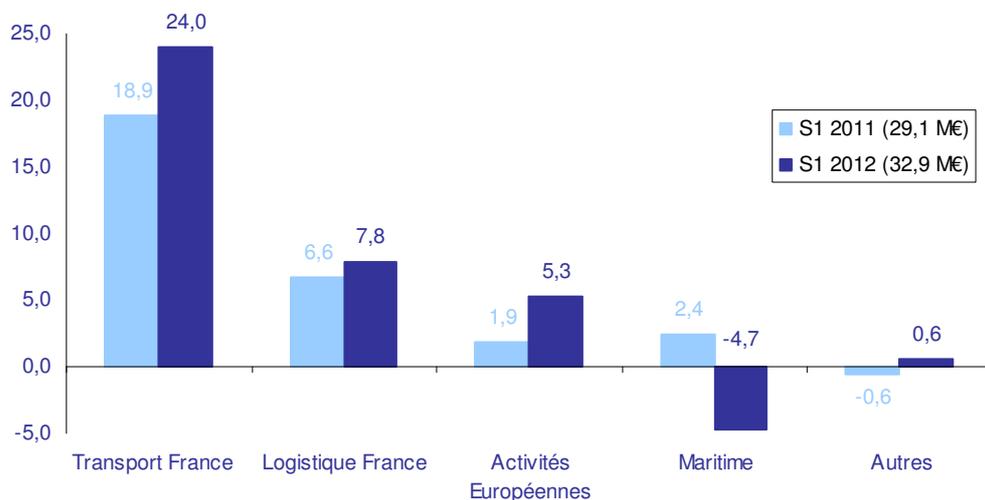
Synthèse du chiffre d'affaires (chiffres en millions d'euros)

Cumul semestriel	2012	2011	%
Transport France	560,5	541,4	+ 3,5%
Logistique France	207,2	189,4	+ 9,4%
Activités Européennes	244,5	199,3	+ 22,7%
Sous total	1 012,2	930,1	+ 8,8%
Maritime	51,3	49,8	+ 2,9%
Autres activités (dont négoce)	149,8	97,7	+ 53,3%
Total Groupe	1 213,3	1 077,6	+ 12,6%

Le chiffre d'affaires est en augmentation de 12,6% au premier semestre 2012 (7,9% à périmètre comparable). L'effet périmètre est constitué du chiffre d'affaires des sociétés acquises au cours du 2ème semestre 2011 (+ 29,8 M€) et de l'intégration en 2012 de la société Euromerk (+0,7M€).

Synthèse du résultat opérationnel (chiffres en millions d'euros)

Evolution du résultat opérationnel par secteurs (en M€)



Le résultat opérationnel poursuit sa progression au 1^{er} semestre 2012 avec une hausse de +13,3% à 32,9M€, contre 29,1 M€ au 1^{er} semestre 2011.

Toutes les activités du groupe contribuent à l'amélioration du résultat opérationnel, à l'exception du maritime, pénalisé, notamment par le coût du Scandola, resté à quai sur la période.

Le groupe a réalisé des plus values sur cessions d'actifs (immobiliers et véhicules) pour un montant global de 3,3 M€, en hausse par rapport à 2011 (1,0 M€). Cette augmentation permet de compenser l'augmentation du montant des amortissements liés à la mise en service du Piana fin 2011 (+3,1 M€). Les autres charges sont maîtrisées et permettent ainsi de conserver une marge opérationnelle stable, à 2,7% du chiffre d'affaires.

Compte de résultat résumé

Cumul semestriel	2012	2011	Variation
	Millions d'euros	Millions d'euros	En %
Chiffre d'Affaires	1 213,3	1 077,6	+ 12,6
Bénéfice opérationnel	32,9	29,1	+ 13,3
Résultat financier	(7,9)	(5,0)	
Résultat avant impôt	25,0	24,1	+ 3,9
Charge d'impôt	(7,6)	(7,5)	
Part du résultat des entreprises mises en équivalence	0,4	0,5	
Résultat net	17,8	17,1	+ 4,5
- dont part du Groupe	17,9	17,0	+ 5,8
- dont intérêts minoritaires	-0,1	0,1	

L'augmentation des frais financiers s'explique principalement par les intérêts relatifs au financement du navire Piana qui s'élèvent à 2 M€ au 1er semestre 2012. En 2011, conformément aux règles comptables, les intérêts encourus durant la période de construction avaient été activés, soit jusqu'au 13 décembre 2011.

Le taux effectif d'imposition est en légère baisse à 30,3%, contre 31,3% en 2011, grâce, notamment, à l'effet des économies d'impôts réalisées dans le cadre du montage du financement du nouveau navire.

La quote part du résultat des entreprises mises en équivalence est relativement stable et intègre, pour la première fois, la part du résultat de la société GEFA, dont le groupe est désormais actionnaire à hauteur de 34%.

Structure financière

Les capitaux propres consolidés représentent 353,4 M€ contre 357,4 M€ au 31 décembre 2011, étant rappelé que la société a distribué 17,8 M€ au titre du dividende 2011 et a acquis des actions propres dans le cadre de son programme de rachat d'actions, pour 1,9 M€.

Le ratio de l'endettement financier net sur capitaux propres totaux est stable à 1,46 au 30 juin 2012, vs 1,41 à fin juin 2011.

Flux financiers

Malgré une légère hausse de la capacité d'autofinancement du groupe, le flux de trésorerie généré par l'activité est en baisse à cause d'une dégradation du fonds de roulement à la clôture des comptes semestriels. Cette variation est liée au décalage de paiement des clients, la situation calendaire étant défavorable (le dernier jour du mois de juin était un samedi). Cette situation est ponctuelle et ne reflète pas la bonne gestion du poste clients par le groupe, l'encours global moyen ayant baissé de 0,3 jour sur le semestre par rapport à 2011.

Le montant des investissements nets réalisés au premier semestre est stable d'une année sur l'autre mais marque des inflexions de tendance :

- les investissements dans le navire Piana se sont achevés en 2011 (un acompte de 18 M€ avait été versé au 1^{er} semestre 2011),
- les investissements dans le parc logistique ont repris avec la livraison de trois nouveaux sites et le lancement de nouveaux chantiers en France et en Espagne,
- les enveloppes consacrées à la croissance externe sont en hausse (+ 4,5 M€),
- les cessions immobilières ont été nombreuses et devraient se poursuivre d'ici la fin de l'exercice.

Transactions entre les parties liées

La nature, les termes et les montants des opérations avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative au cours du 1er semestre 2012.

Modifications significatives par rapport au dernier rapport annuel

A la date du présent rapport financier, il n'y a pas de modification significative par rapport au rapport annuel 2011.

Plus particulièrement, il n'y a pas de modification ou d'incertitude relative aux principaux facteurs de risques exposés dans le rapport annuel 2011 et qui seraient susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'activité et les résultats du second semestre 2012.

Evènements importants intervenus depuis la date de clôture et la date d'établissement du présent rapport

Gouvernance

Le 1er juillet 2012, la gouvernance du Groupe a évolué. Messieurs Bernard Jolivet et Jean-Charles Fromage, Directeurs généraux délégués, ont fait valoir leurs droits à la retraite au 30 juin 2012. Les fonctions de Présidence et de Direction générale ont été dissociées.

La Présidence de STEF continue d'être assurée par M. Francis Lemor.

La Direction Générale est confiée à M. Jean-Pierre Sancier, précédemment, Directeur général du pôle logistique.

Celui-ci est entouré de trois Directeurs généraux délégués :

- M. Serge Capitaine, en charge du commerce et du marketing,
- M. Bruno Duquenne, en charge des activités européennes,
- M. Stanislas Lemor, en charge de l'administration et des finances.

MM. Jolivet et Fromage se sont vus confier des missions d'assistance et de conseil par le Conseil d'administration. M. Bernard Jolivet conserve sa fonction de Vice-président.

PERSPECTIVES 2012

Dans la continuité de l'année 2011, l'activité de STEF a conservé un rythme de croissance soutenu au premier semestre 2012. Les activités Transport et Logistique ont bénéficié de l'apport des sociétés acquises en 2011 et de l'effet report des contrats commerciaux structurants signés en Europe en 2011.

Au premier semestre, le groupe a procédé à des prises de participation ciblées qui lui permettent de compléter le maillage territorial de son réseau européen.

La rentabilité opérationnelle des Activités Européennes s'est améliorée. En Italie, en particulier, les synergies créées, en 2011, grâce à l'intégration de la société STEF Logistics Italia, ont permis de redresser les résultats.

Malgré les incertitudes qui continuent de peser sur l'environnement économique en Europe, et plus particulièrement dans la zone Sud, malgré la hausse des impôts et l'augmentation des coûts du travail qui grèvent la compétitivité des activités du groupe en France, STEF entend maintenir, au second semestre, la progression de son chiffre d'affaires et du niveau de résultat opérationnel.

Enfin, le groupe poursuivra sa politique de gestion dynamique de son parc immobilier. Il continuera d'examiner les opportunités de croissance externe qui lui permettront de renforcer les synergies avec son dispositif existant.



II.

**COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES
DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2012**



Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012

BILAN CONSOLIDE

(En milliers d'euros)

A C T I F S	note	30 juin 2012	31 décembre 2011
Actifs non courants			
Ecarts d'acquisition	14	110 635	110 308
Autres immobilisations incorporelles	15	18 673	21 111
Immobilisations corporelles	15	784 285	780 687
Actifs financiers non courants		34 860	35 181
Participations dans les entreprises associées	20	12 791	9 549
Actifs d'impôt différé		22 567	21 112
Total de l'actif non courant		983 811	977 948
Actifs courants			
Stocks et en cours		34 742	33 945
Clients		402 499	410 499
Autres créances et actifs financiers courants		141 565	126 563
Actif d'impôt courant		16 836	2 965
Trésorerie et équivalents de trésorerie (a)		74 236	53 468
Actifs classés comme détenus en vue de la vente		965	3 553
Total de l'actif courant		670 843	630 993
Total des actifs		1 654 654	1 608 941
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capitaux propres			
Capital	17	13 516	13 516
Primes		4 284	4 284
Réserves		331 019	334 864
Capitaux propres part du Groupe		348 819	352 664
Intérêts minoritaires		4 579	4 789
Total des Capitaux propres		353 398	357 453
Passifs non courants			
Provisions non courantes	18	21 910	20 170
Passifs d'impôt différé		42 647	44 136
Dettes financières non courantes (b)	19	422 152	407 946
Total du passif non courant		486 709	472 252
Passifs courants			
Dettes fournisseurs		311 651	332 065
Provisions courantes	18	13 656	15 787
Autres dettes courantes		308 795	306 113
Dette d'impôt courant		12 335	7 576
Dettes financières courantes (c)	19	167 883	117 175
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	16	227	520
Total du passif courant		814 547	779 236
Total des capitaux propres et passifs		1 654 654	1 608 941
Endettement net (b) + (c) - (a)		515 799	471 653
Ratio Endettement net /Total des capitaux propres		1,46	1,32



Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(En milliers d'euros)

	note	1er semestre 2012	1er semestre 2011	Exercice 2011	Evolution 2012/2011
CHIFFRE D'AFFAIRES	8	1 213 338	1 077 607	2 300 278	12,6%
Consommations en provenance des tiers	9	(779 540)	(665 863)	(1 452 345)	17,1%
Impôts, taxes et versements assimilés		(23 395)	(22 570)	(48 666)	3,7%
Charges de personnel		(342 176)	(322 876)	(636 804)	6,0%
Dotations aux amortissements		(40 556)	(37 200)	(75 470)	9,0%
(Dotations) Reprises nettes aux provisions		2 280	(663)	(3 536)	
Autres produits et charges opérationnels	10	2 990	639	1 709	
BENEFICE OPERATIONNEL	8	32 941	29 074	85 166	13,3%
Charges financières	11	(8 091)	(5 080)	(11 526)	
Produits financiers	11	162	72	363	
Résultat Financier		(7 929)	(5 008)	(11 163)	58,3%
RESULTAT AVANT IMPÔT	8	25 012	24 066	74 003	3,9%
Charge d'impôt	12	(7 574)	(7 526)	(22 593)	0,6%
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	20	411	539	1 038	
RESULTAT DE LA PERIODE		17 849	17 079	52 448	4,5%
* dont part du Groupe		17 940	16 959	52 167	5,8%
* dont intérêts minoritaires		(91)	120	281	
EBITDA	13	71 217	66 937	163 363	6,4%
Résultat par action :		(en euros)	(en euros)	(en euros)	
- de base :	17	1,39	1,31	4,04	
- dilué :	17	1,39	1,31	4,04	



Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

	30-juin-12	30-juin-11	Exercice 2011
RESULTAT DE LA PERIODE	17 849	17 079	52 448
Autres éléments du résultat global			
Ecart de change résultant des activités à l'étranger	133	36	(237)
Part efficace des variations de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	(3 516)	738	(5 390)
Charge d'impôt sur les autres éléments du résultat global	1 248	(246)	1 837
Total des autres éléments du résultat global, nets d'impôt	(2 135)	528	(3 790)
Résultat Global de la période	15 714	17 607	48 658
* dont part du Groupe	15 805	17 487	48 377
* dont intérêts minoritaires	(91)	120	281

Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Réserve de juste valeur	Total attribuable aux actionnaires de STEF-TFE	Part des minoritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 31 décembre 2010	13 516	4 284	329 562	(161)	(24 529)	(1 424)	321 248	4 823	326 071
Augmentation de capital							0		0
Réduction de capital							0		0
Dividendes versés			(16 169)				(16 169)	(157)	(16 326)
Effet de la variation des taux de change				186			186	2	188
Achats et ventes d'actions propres					448		448		448
Opérations avec les intérêts minoritaires (SGF/CMN)							0		0
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	(16 169)	186	448	0	(15 535)	(155)	(15 690)
Résultat global de la période	0	0	16 959	36		492	17 487	120	17 607
Capitaux propres au 30 juin 2011	13 516	4 284	330 352	61	(24 081)	(932)	323 200	4 788	327 988
Capitaux propres au 31 décembre 2011	13 516	4 284	365 560	(398)	(25 321)	(4 977)	352 664	4 789	357 453
Augmentation de capital							0		0
Réduction de capital							0		0
Dividendes versés			(17 750)				(17 750)	(127)	(17 877)
Effet de la variation des taux de change							0	8	8
Achats et ventes d'actions propres					(1 900)		(1 900)		(1 900)
Opérations avec les intérêts minoritaires							0		0
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	(17 750)	0	(1 900)	0	(19 650)	(119)	(19 769)
Résultat global de la période	0	0	17 940	133		(2 268)	15 805	(91)	15 714
Capitaux propres au 30 juin 2012	13 516	4 284	365 750	(265)	(27 221)	(7 245)	348 819	4 579	353 398



Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2012

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(En milliers d'euros)

	1er semestre 2012	1er semestre 2011	31 décembre 2011
Résultat de la période	17 849	17 079	52 448
+/- Dotations nettes aux amortissements, dépréciations d'actifs non courants et provisions	39 573	37 609	79 006
+/- Plus ou moins values de cession d'actifs non courants	(2 975)	(1 027)	(2 359)
+/- Quote-part de résultat des entreprises associées	(411)	(539)	(1 038)
+/- Variation en juste valeur des instruments dérivés	107	36	134
+/- Variation des écarts de conversion			(481)
+/- Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	514	585	194
- Impôts différés	(1 942)	(1 592)	(4 324)
Capacité d'autofinancement (A)	52 715	52 151	123 580
+/- Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (B)	(31 863)	12 127	18 032
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (C)=(A+B)	20 852	64 278	141 612
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 493)	(2 738)	(6 624)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(47 016)	(45 857)	(103 211)
+/- Variation des prêts et avances consentis	(640)	401	(1 538)
- Différés de paiement liés aux acquisitions de filiales		(36)	
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales nets de la trésorerie acquise (*)	(4 474)	(126)	(17 681)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	9 576	2 607	7 796
+ Dividendes reçus des entreprises associées	774	1 173	1 156
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (D)	(43 273)	(44 576)	(120 102)
+/- Achats et ventes d'actions propres	(1 883)	448	(792)
- Dividendes versés aux propriétaires de STEF-TFE	(17 750)	(16 169)	(16 169)
- Dividendes versés aux minoritaires des filiales	(127)	(157)	(155)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	81 157	35 448	128 188
- Remboursements d'emprunts	(42 419)	(33 291)	(135 335)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (E)	18 978	(13 721)	(24 263)
Trésorerie nette à l'ouverture	8 346	11 099	11 099
Trésorerie nette à la clôture	4 903	17 080	8 346
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (C+D+E)	(3 443)	5 981	(2 753)
Montant de l'impôt versé dans la période :	(16 836)	(11 274)	(20 364)

Les trésoreries nettes à la clôture s'analysent comme suit :	30-juin-12	30-juin-11	31-déc-11
Trésorerie et équivalents de trésorerie	74 236	62 877	53 468
Découverts bancaires et crédits à court terme (note 19)	(69 333)	(45 797)	(45 122)
	4 903	17 080	8 346

(*)	30-juin-12	30-juin-11	31-déc-11
Coût d'achat des titres des entreprises acquises	(5 511)	(330)	(22 248)
Trésorerie acquise	1 037	204	4 567
Décaissement net	(4 474)	(126)	(17 681)



ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2012

1 - ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS

STEF S.A est une société anonyme de droit français ayant son siège social à Paris et dont les actions sont inscrites au compartiment B de NYSE Euronext Paris. Les comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2012 comprennent STEF S.A et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme « le Groupe » ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Sauf indication contraire, ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche. Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de STEF S.A du 30 août 2012.

2 – REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2012 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* » du référentiel International Financial Reporting Standards (IFRS), tel qu'adopté par l'Union européenne. Ces comptes intermédiaires résumés ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus en liaison avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

3 - PRINCIPES COMPTABLES ET OPTIONS DE PRESENTATION

- Principes comptables

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles appliquées aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, auxquels il convient de se référer, à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations applicables pour la première fois en 2012 et des méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires décrites au paragraphe 4 ci-dessous.

- Nouvelles normes, amendements de normes et interprétations

L'amendement à IFRS 7 « Informations à fournir – Transferts d'actifs financiers » d'application obligatoire pour les exercices à compter du 1^{er} janvier 2012 est sans incidence sur l'information financière présentée par le Groupe.

4 – ESTIMATIONS

La préparation des comptes consolidés intermédiaires nécessite, de la part de la direction du Groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les valeurs retenues pour arrêter les comptes. En particulier, les valeurs réelles définitives peuvent se révéler différentes des valeurs estimées.

Ainsi, pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires, les jugements significatifs exercés pour l'application des méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations restent identiques à ceux et celles décrits dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

- Méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires :

Les méthodes spécifiques suivantes sont appliquées :

- la charge d'impôt du semestre est évaluée en appliquant au résultat avant impôt le taux d'impôt effectif moyen estimé pour l'ensemble de l'exercice ;
- les charges relatives à l'intéressement contractuel du personnel, à la participation légale des salariés et aux avantages résultant des régimes à prestations définies correspondent à la moitié des charges estimées pour l'ensemble de l'exercice.

5 – CARACTERE SAISONNIER DE L'ACTIVITE

L'activité du second semestre est généralement plus soutenue que celle du premier en raison de la concentration de la période estivale et de la période festive de fin d'année sur le second semestre. Les résultats opérationnels du premier semestre sont, de ce fait, traditionnellement inférieurs à ceux du second.

6 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au cours du premier semestre 2012, le périmètre de consolidation du Groupe a enregistré d'une part, la prise de contrôle des sociétés FRIOMERK et EUROMERK, d'autre part une prise d'intérêt au sein de la société GEFA permettant l'exercice d'une influence notable. Ces acquisitions font actuellement l'objet d'analyses qui seront finalisées pour la clôture annuelle.

EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

	Filiales	Entreprises associées	Total
Nombre de sociétés au 31 décembre 2011 :	223	8	231
GEFA		1	
FRIOMERK	1		
EUROMERK	1		
Nombre de sociétés au 30 juin 2012 :	225	9	234

7 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Le Groupe n'a pas modifié sa stratégie de gestion de son exposition au risque de taux d'intérêt à raison de son endettement financier. Il couvre le risque de taux sur la dette à taux variable issue de crédits immobiliers à long terme par l'intermédiaire de swaps de taux parfaitement adossés. Au 30 juin 2012, le montant notionnel total des instruments destinés à couvrir le risque de taux sur la dette à taux variable s'élève à 175 millions d'euros contre 155 millions d'euros au 31 décembre 2011.

L'exposition du Groupe au risque de crédit client n'a pas enregistré d'évolution significative au cours du semestre écoulé. Aucun de ses clients n'est d'une taille telle que sa défaillance puisse avoir un effet significatif sur la situation financière du Groupe qui, nonobstant les mécanismes de protection dont il dispose du fait de la réglementation applicable, continue à recourir à l'assurance-crédit dans le secteur du transport.

En ce qui concerne le risque de change, le Groupe opère essentiellement dans la zone Euro et son exposition aux variations de cours des autres monnaies demeure faible.

8 – INFORMATION SECTORIELLE

1er semestre 2012	Transport	Logistique	International	Maritime	Autres	Données consolidées
Chiffre d'affaires externe	560 527	207 179	244 529	51 258	149 845	1 213 338
Résultat opérationnel	23 957	7 846	5 263	- 4 727	602	32 941
Résultat avant impôt	22 487	7 387	2 927	- 7 797	8	25 012

1er semestre 2011	Transport	Logistique	International	Maritime	Autres	Données consolidées
Chiffre d'affaires externe	541 419	189 368	199 287	49 822	97 711	1 077 607
Résultat opérationnel	18 853	6 645	1 851	2 358	- 633	29 074
Résultat avant impôt	17 161	6 589	- 466	2 098	- 1 317	24 066

Le chiffre d'affaires des autres activités inclut le négoce de marchandises pour le compte de tiers, pour 135 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 (85 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011)

9 - CONSOMMATIONS EN PROVENANCE DES TIERS

	30-juin-12	30-juin-11
Achats de gazole, d'énergie et autres consommables	86 221	75 115
Achats de matières premières et consommables	22 347	19 374
Achats de marchandises RHD*	135 806	85 020
Sous-traitance	340 831	304 995
Locations, Entretien, Assurances, litiges	96 269	90 029
Personnel extérieur, intermédiaires, honoraires	60 179	60 307
Transports, déplacements, communications, péages	26 724	26 645
Publicité, service bancaire	3 900	2 720
Autres charges externes	7 263	1 659
Total des consommations en provenance des tiers	779 540	665 863

* RHD : Restauration Hors Domicile

10 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Ce poste comprend essentiellement des plus values générées par des cessions de sites pour environ 2,6 millions d'euros dans le cadre de la gestion dynamique du patrimoine immobilier du Groupe.

11 – CHARGES FINANCIERES NETTES

	30-juin-12	30-juin-11
Produits financiers		
Produits nets de cession perçus des actifs disponibles à la vente	4	45
Dividendes perçus des actifs disponibles à la vente	55	27
Profit de change net	103	
Charges financières		
Charges nettes d'intérêt sur passifs financiers au coût amorti	(7 984)	(5 038)
Perte de change nette		(6)
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat	(107)	(36)
CHARGES FINANCIERES NETTES	(7 929)	(5 080)

L'augmentation du coût de l'endettement financier, s'explique principalement par les intérêts relatifs au financement du navire Piana qui s'élèvent à 2 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2012. En 2011, conformément aux dispositions d'IAS 23, les intérêts encourus durant la période de construction avaient été activés, soit jusqu'au 13 décembre 2011.

12- CHARGE D'IMPÔT

Le taux effectif moyen s'élève à 30,28 % pour le semestre clos le 30 juin 2012 contre 31,28 % pour la même période de 2011. Il s'applique au résultat avant impôt et avant dépréciations d'écarts d'acquisition et écarts d'acquisition négatifs éventuels. L'écart entre le taux légal d'imposition en France, soit 36,10 %, et le taux effectif d'imposition s'explique principalement, par le régime fiscal particulier auquel sont soumis les résultats du secteur maritime, par les économies d'impôts engendrées par le montage mis en place pour le Navire Piana et enfin par les différentiels de taux et d'assiette des impôts à l'étranger.

13- EBITDA

	30-juin-12	30-juin-11
Bénéfice opérationnel	32 941	29 074
Dotations nettes aux amortissements	40 556	37 200
Dotations nettes sur dépréciations et provisions	(2 280)	663
Pertes de valeur d'éléments incorporels		
Ecart d'acquisition négatif		
Total EBITDA	71 217	66 937

14 – ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition ont évolué comme suit, au cours du semestre écoulé :

	30 juin 2012	31 décembre 2011
Valeur nette au 1 ^{er} janvier	110 308	96 239
Acquisition de filiales	327	14 069
Écarts d'acquisition précédemment liés aux entreprises associées		
Dépréciations		
Cessions et régularisations		
Valeur nette au 30 juin	110 635	110 308

La variation de la période fait suite à l'acquisition des filiales espagnoles Friomerk et Euromerk.

Le Groupe n'a pas identifié d'indice de perte de valeur sur ses écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée de vie indéfinie au cours du semestre clos le 30 juin 2012.

15 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'augmentation des immobilisations corporelles concerne, principalement la construction ou l'extension des sites de Toulouse, Limoges et Vire.

16 – ACTIFS CLASSES COMME DETENUS EN VUE DE LA VENTE

A la part restante, au 31 décembre dernier, d'un ensemble immobilier situé à proximité d'Orléans faisant l'objet d'une recherche active en vue de sa cession, est venu s'ajouter le site de St Egrève cédé au cours du mois de juillet 2012.

17 –CAPITAUX PROPRES ET INSTRUMENTS DILUTIFS

Le capital social de STEF S.A est composé, au 30 juin 2012, de 13 515 649 actions libérées d'une valeur nominale de 1 euro. Le nombre moyen pondéré d'actions au cours du semestre pour le calcul du résultat non dilué s'établit à 12 880 652 contre 12 904 439 au 31 décembre 2011.

Les bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions mis en circulation à l'occasion de l'émission des OBSAAR de juillet 2008 restent sans effet dilutif compte tenu de leur prix d'exercice au regard du cours de bourse actuel de l'action STEF.

Le dividende versé au premier semestre 2012, au titre du résultat de l'exercice 2011, s'est élevé à 1,38 Euro par action.

18 – PROVISIONS

La variation des provisions, se traduit par une reprise nette de 2,3 milliers d'euros au premier semestre 2012.

Cette variation résulte principalement :

- d'une dotation de 0,9 million d'euros faisant suite aux constats relevés par un contrôle règlementaire sur un site d'exploitation transport.
- d'une reprise nette de 1 million d'euros concernant les litiges courants de l'exploitation transport
- d'une reprise nette de 0,8 million d'euros relative à des frais liés au changement de marque
- d'une reprise nette de 0,5 million d'euros sur les dépréciations des créances clients correspondant aux règles de provisionnement des activités du Groupe.

19 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Ils s'analysent comme suit :

	30 juin 2012	31 décembre 2011
Dettes financières non courantes		
- Emprunt obligataire OBSAAR	98 908	98 394
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit confirmées à plus d'un an	246 910	219 938
Dettes liées à des locations financement	76 328	82 384
Juste valeur des instruments financiers dérivés	11 419	7 230
Total des dettes non courantes	433 565	407 946
Dettes financières courantes		
Part à moins d'un an des:		
- emprunts bancaires et de lignes de crédit spot	71 869	53 086
- dettes liées à des locations financement	13 260	15 136
- dettes financières diverses	1 037	1 222
Intérêts courus non échus	971	1 874
Juste valeur des instruments financiers dérivés		735
Découverts bancaires et crédits à court terme	69 333	45 122
Total des dettes courantes	156 470	117 175
Total des dettes financières	590 035	525 121

Et ont évolué comme suit au cours du semestre écoulé :

2012	31 décembre 2011	nouveaux emprunts	Rembours	Mouvements de périmètre	Variation des taux de change	autres variations nettes	30 juin 2012
OBSAAR	98 394					514	98 908
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit	273 024	80 900	- 34 228		54		319 750
Dettes liées à des locations financement	97 520	257	- 8 189				89 588
Dettes financières diverses & ICNE	3 096		-	13		2 072	1 037
Découverts bancaires et crédits à court terme	45 122					24 211	69 333
Juste valeur des instruments financiers dérivés	7 965					3 454	11 419
Total :	525 121	81 157	- 42 417	13	54	26 107	590 035

La structure de la dette du Groupe par catégorie de taux n'a pas connu d'évolution significative au cours du 1er semestre 2012. Celle-ci est à taux variable pour environ 70 % de son montant total en principal.

Les lignes de crédit confirmées à plus d'un an et non utilisées au 30 juin 2012 s'élèvent à 16 millions d'euros (33,4 millions d'euros au 31 décembre 2011). Les lignes de crédit confirmées à court terme et les découverts accordés par les banques non utilisés au 30 juin 2012 s'élèvent à 2,7 millions d'euros (87,6 millions d'euros au 31 décembre 2011).

20 – OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées, par rapport au Groupe STEF, sont les entreprises associées, les administrateurs (y compris les membres de la direction générale du Groupe) ainsi que les structures d'actionariat des cadres et dirigeants non administrateurs et le fonds commun de placement des salariés.

La nature, les termes et les montants des opérations avec les parties liées n'ont connu aucune évolution significative au cours du 1^{er} semestre 2012.

La valeur des titres et la quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées se décomposent comme suit :

2012	part du groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
FROIDCOMBI	25,50%	6 757	4 582	3 441	1 141	291	9	2
TRANCOSATAL DEVELOPPEMENT	33,33%	34 622	36 288	35 016	1 272	424	105	35
MESSAGERIES LAITIERES	38,69%	25 753	32 074	19 697	12 377	6 125	802	310
SDR SUD	20,00%	1 105	705	(945)	1 650	330	(60)	(12)
BRIGANTINE DE NAVIGATION (1)	100,00%		17	3	14	14	-	-
OLANO SEAFOOD ISERICA	32,00%	9 231	8 339	5 810	2 529	1 155	33	11
OLANO VALENCIA	20,00%	1 298	7 297	6 145	1 152	651	2	
STEFOWER TUNISIE	49,00%	118	233	(2)	235	172	(2)	(1)
GEFA	34,02%	1 307	5 490	1 365	4 125	3 628	194	66
TOTAL		80 191	95 025	70 530	24 495	12 791	1 084	411

21 - ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Les engagements hors bilan mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2011, n'ont pas connu d'évolution significative au 1^{er} semestre 2012.

22 – EVENEMENTS POST CLÔTURE

Le conseil d'Etat a jugé légale, le 13 juillet 2012, la délégation de service public dont bénéficient la CMN et un autre opérateur. La délégation actuelle devra donc aller jusqu'à son terme, soit décembre 2013.



III.

**ATTESTATION DU RESPONSABLE
DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012**



DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés au 30 juin 2012 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de la consolidation du groupe STEF-TFE et que le rapport d'activité du premier semestre 2012 présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'A.M.F.

Fait à Paris, le 30 août 2012

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and lines, positioned above the name of the signatory.

Stanislas LEMOR
Directeur Général Délégué à
L'Administration et aux Finances



IV.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012**



KPMG Audit IS
Immeuble Le Palatin
3, Cours du Triangle
92939 Paris La Défense
France



MAZARS
Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

STEF

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information
financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société STEF, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

STEF-TFE

*Comptes Semestriels
Arrêté le 30 juin 2012*

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris La Défense et Courbevoie, le 30 août 2012

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit IS.

MAZARS

Benoît Lebrun
Associé

Jean-Paul Stevenard
Associé

Olivier Thireau
Associé